

3 juillet 2022

Recherche

Perspective Monde

Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945

[Ecole de politique appliquée](#)
[Faculté des lettres et sciences humaines](#)
Université de Sherbrooke, Québec, Canada

[Pays](#) [Statistiques](#) [Années](#) [Événements](#) [Analyses](#) [Biographies](#) [Vidéos](#) [Documents](#) [Glossaire](#) [Jeux](#)

Unis nous résistons

Date: 24 mai 1963

Le [président](#) du [Ghana](#), Kwame [Nkrumah](#), prononce le discours d'ouverture lors de la tenue du premier sommet de l'Organisation pour l'Unité africaine (OUA) qui se déroule à Addis-Ababa, en [Éthiopie](#). Le titre - « [Unis nous résistons](#) » (We Must Unite Now or Perish) reflète le désir d'unité du monde africain et le sentiment d'[urgence](#) animant [Nkrumah](#), un leader socialiste qui préside le [Ghana](#) depuis juillet 1960.

Sélection et mise en page par l'équipe de *Perspective monde*

Excellences,

Mes chers Collègues,

Mes frères,

Mes Amis,

Je suis heureux de me trouver à Addis-Abeba, en cette occasion hautement historique. J'apporte avec moi les espoirs et les félicitations fraternelles adressés par le gouvernement et le peuple du Ghana à Sa majesté Impériale Hailé Selassié et à tous les Chefs d'Etat africains rassemblés dans cette ancienne capitale, en ce jour qui fera époque dans notre histoire. Notre objectif, c'est, dès maintenant, l'unité africaine. Il n'y a pas de temps à perdre. Nous devons maintenant nous unir ou périr. Je suis certain que par des efforts concertés et notre ferme propos, nous allons jeter ici même les fondations sur lesquelles s'élèvera une union continentale des Etats africains.

Lors de la première réunion des Chefs d'Etat africains, où j'avais l'honneur de recevoir nos hôtes, il n'y avait que huit représentants d'Etats indépendants. Aujourd'hui cinq années plus tard, nous voici réunis à Addis-Abeba, comme représentants d'Etats Africains dont le nombre s'élève à trente deux, comme hôtes de Sa Majesté Impériale Hailé Selassié Premier et du Gouvernement et du Peuple de l'Ethiopie. A Sa Majesté Impériale je tiens à exprimer, au nom du Gouvernement et du Peuple du Ghana, la profonde reconnaissance que j'éprouve pour un accueil si hautement cordial et une si généreuse hospitalité.

L'accroissement de nos effectifs, dans ce bref espace de temps, est un témoignage flagrant de l'indomptable et irrésistible élan de nos peuples vers l'indépendance. C'est également un signe de l'aspect révolutionnaire que revêtent les événements mondiaux au cours de la seconde moitié de notre siècle. Dans la tâche qui s'étend devant nous pour l'unification de notre continent, nous devons prendre ce rythme, sous peine de rester en arrière. Cette tâche ne saurait être abordée dans un rythme qui appartiendrait à une autre époque que la nôtre. Si nous restions en arrière, dans cet élan sans précédent qui entraîne les actes et les événements contemporains, cela signifierait que nous allons au devant de l'échec et que nous consomons notre propre ruine.

Tout un continent nous a imposé le mandat de jeter les fondations de notre union à cette conférence. La responsabilité nous incombe d'exécuter ce mandat en créant ici même et dès maintenant les bases sur lesquelles doit s'élever la superstructure indispensable.

Sur notre continent, il ne nous a pas fallu longtemps pour découvrir que la lutte contre le colonialisme ne prend pas fin lorsqu'on a réalisé l'indépendance nationale. Cette indépendance n'est que le prélude d'un combat nouveau et plus complexe pour la conquête du droit de diriger nous-mêmes nos questions économiques et sociales, en dehors des entraves écrasantes et humiliantes de la domination et de l'intervention néo-colonialiste.

Dès le début, nous avons été menacés d'être frustrés dans nos efforts lorsqu'un rapide changement était une nécessité impérieuse, et nous avons risqué de sombrer dans l'instabilité, lorsque des efforts soutenus et des règles précises étaient indispensables. Il n'est pas d'actes sporadiques, il n'est pas d'intentions pieuses qui puissent résoudre nos problèmes actuels. Rien ne pourra nous servir, en dehors d'une action comme exécutée par une Afrique unie. Nous sommes déjà parvenus au stade où nous devons nous unir ou sombrer dans cet état où de l'Amérique latine est devenue, contre son gré, la triste proie de l'impérialisme, après un siècle et demi d'indépendance politique. En tant que continent, nous avons émergé dans l'indépendance à une époque différente, où l'impérialisme est devenu plus fort, plus implacable, plus expérimenté, plus dangereux aussi dans ses associations internationales. Notre évolution

économique exige la fin de la domination colonialiste et néo-colonialiste en Afrique.

Mais si nous avons compris que la prise en main de nos destins nationaux exigeait que chacun d'entre nous possédât son indépendance politique et si nous avons concentré toute notre force pour y parvenir, de même nous devons reconnaître que notre indépendance économique réside dans notre Union Africaine et exige la même concentration sur les réalisations d'ordre politique.

Or, l'Unité de notre continent, ainsi que notre indépendance seront retardés, si tant est que nous ne les perdions pas, si nous cédon au colonialisme. L'Unité africaine est, avant tout, un royaume politique qui ne peut être conquis que par des moyens politiques. L'expansion sociale et économique de l'Afrique ne se réalisera qu'à l'intérieur de ce royaume politique, et l'inverse n'est pas vrai. Les Etats-Unis d'Amérique, l'Union des républiques socialistes soviétiques, ont résulté des décisions politiques que prirent des peuples révolutionnaires, avant de devenir de puissantes réalités de force sociale et de richesses matérielles.

Comment, sinon par nos efforts conjoints, les parties les plus riches et encore asservies de notre continent seront-elles libérées de l'occupation coloniale et pourront se joindre à nous pour le développement total de notre continent ? Chaque étape dans la décolonisation de notre continent a suscité un surcroît de résistance dans les secteurs où le colonialisme dispose de garnisons coloniales. Vous tous qui êtes ici, vous le savez.

Le grand dessein des intérêts impérialistes est de renforcer le colonialisme et le néo-colonialisme et nous nous tromperions nous-mêmes de la façon la plus cruelle, si nous devons considérer que leurs actions sont distinctes et sans rapports entre elles. Lorsque le Portugal voile les frontières du Sénégal, lorsque Verwoerd consacre un septième du budget de l'Afrique du Sud à l'armée et à la police, lorsque la France construit comme partie intégrante de sa politique de défense une force d'intervention qui peut intervenir plus particulièrement dans l'Afrique francophone, lorsque Welensky parle de joindre la Rhodésie du Sud à l'Afrique du Sud, lorsque la Grande Bretagne envoie des armes à l'Afrique du Sud, tout cela fait partie d'un plan d'ensemble élaboré avec le plus grand soin, et orienté vers un seul objectif : la continuation de l'asservissement de nos frères encore dépendants et un assaut contre l'indépendance de nos Etats africains souverains.

Contre ces plans, disposons-nous d'une autre arme que de notre Unité? Cette Unité n'est-elle pas essentielle pour sauvegarder notre propre liberté et pour conquérir la liberté de nos frères opprimés, les combattants de la libération? N'est-ce pas l'unité seule qui pourra nous forger pour nous intégrer en une force effective, capable de créer sa propre progression et d'apporter une contribution précieuse à la paix mondiale ? Quel est l'Etat africain indépendant ? Quel est celui d'entre vous qui prétendra que sa structure financière et ses institutions bancaires sont intégralement consacrées à son développement national ? Quel est celui d'entre vous qui pourra prétendre que ses ressources matérielles et ses énergies humaines sont disponibles pour ses propres aspirations nationales ? Quel est celui d'entre vous qui ne viendra pas avouer un degré substantiel et désappointement et de désillusion dans l'exécution de ses plans d'évolution agricole et urbaine ?

Dans une Afrique indépendante, nous recommençons déjà à ressentir l'instabilité et la frustration qui existaient sous la domination coloniale. Nous apprenons rapidement que l'indépendance politique ne suffit pas à nous libérer des conséquences de cette domination coloniale.

Le mouvement des masses de l'Afrique pour la libération de cette sorte de domination n'était pas seulement une révolte contre les conditions qu'elles imposaient.

Nos peuples nous ont apporté leur appui dans notre lutte pour l'indépendance parce qu'ils croyaient que l'avènement des gouvernements africains guérirait les maux du passé d'une façon qu'il n'aurait jamais été possible de réaliser sous la domination coloniale. Par conséquent, si, maintenant que nous sommes indépendants, ne laissons subsister les mêmes conditions qui existaient à l'époque coloniale, tout le ressentiment qui renversera le colonialisme mobilisera contre nous.

Les ressources sont là. Il nous appartient de les mobiliser pour les consacrer au service actif de nos peuples. Si nous ne le faisons pas au moyen d'efforts concertés, dans le cadre de notre planification commune, nous ne progresserons pas au rythme qu'exigent les événements d'aujourd'hui et la volonté de nos peuples. Les symptômes de nos troubles ne feront que croître et ces troubles eux-mêmes deviendront chroniques. C'est alors qu'il sera trop tard même pour que l'Unité panafricaine, nous assure la stabilité et la tranquillité, dans les efforts que nous déployons pour créer un continent de justice sociale et de bien-être matériel. Si nous ne créons pas dès maintenant l'Unité africaine, nous qui siégeons ici aujourd'hui, nous serons demain les victimes et les martyrs du néo-colonialisme.

De toutes parts, tout vient nous prouver que les impérialistes ne se sont pas retirés. Il arrive parfois, comme au Congo, que leur intervention est manifeste, mais généralement elle se dissimule sous le masque de nombreuses institutions qui se mêlent de nos affaires intérieures pour fomenter de la dissension sur notre territoire et créer une atmosphère de tension et d'instabilité politique. Tant que nous n'avons pas extirpé les racines qui nourrissent ce mécontentement, nous apporterons une aide à ces forces néo-colonialistes et nous deviendrons nos propres exécuteurs. Nous ne saurions laisser de côté les enseignements de l'histoire.

Notre continent est probablement le plus riche du globe, au point de vue de la production de minéraux et de matières premières pour l'industrie et l'agriculture. Du seul Congo, des firmes occidentales ont exporté du cuivre, du caoutchouc, du coton et bien d'autres produits encore, à concurrence de 2.773.000.000 de dollars, au cours de la décennie 1945-1955 de l'Afrique du Sud, les sociétés qui exploitent les mines d'or ont tiré, au cours des six années 1947-1951, des bénéfices de 814 milliards de dollars.

Très certainement, notre continent dépasse tous les autres dans son potentiel d'énergie hydro-électrique, qui, d'après l'évaluation de certains experts, représente 42 pour 100 du total mondial. Quel besoin avons-nous de rester employés à couper le bois et à puiser l'eau pour les zones industrialisées du monde ?

Evidemment, on dit que nous n'avons pas de capitaux, de techniques industrielles, de voies de communication, de marchés intérieurs, et que nous ne parvenons même pas à tomber d'accord entre nous sur la meilleure façon d'utiliser nos ressources pour nos propres besoins sociaux.

Et pourtant toutes les bourses du monde se préoccupent de l'or, des diamants, de l'uranium, du platine, des minerais de cuivre et de fer qui existent en Afrique. Nos capitaux coulent en véritables torrents pour irriguer tout le système de l'économie de l'Occident. On considère que cinquante deux pour cent des réserves d'or détenues actuellement à Fort Knox, où les Etats-Unis d'Amérique emmagasinent ces réserves, proviennent de nos côtes. L'Amérique fournit plus de 60 pour 100 de l'or mondial. Une grande quantité de l'uranium employé pour l'énergie nucléaire, du cuivre employé pour l'électronique, du titane utilisé pour les projectiles supersoniques, du fer et de l'acier utilisés par les industries lourdes, des autres minéraux et des autres matières premières employés par les industries les plus légères - en fait les bases mêmes du pouvoir économique des puissances étrangères - proviennent de notre continent. Des experts ont estimé qu'à lui seul le bassin du Congo peut produire suffisamment de récoltes alimentaires pour satisfaire aux besoins de près de la moitié de la population du monde entier. Et nous sommes assis ici à parler de régionalisme, de progression graduelle, d'une étape après l'autre. Avez-vous peur de saisir le taureau par les cornes ?

Pendant des siècles, l'Afrique a été la vache à lait du monde occidental. N'est-ce pas notre continent qui aida l'Occident à construire ces richesses accumulées ?

Il est vrai qu'en ce moment, nous rejetons aussi vite que nous le pouvons le joug du colonialisme, mais parallèlement à notre succès dans cette direction, l'impérialisme déploie un effort intensif pour continuer l'exploitation de nos ressources, en suscitant des dissensions entre nous.

Lorsque les colonies du continent américain ont cherché, au cours du 18ème siècle, à se libérer de l'impérialisme, il n'existait aucune menace de néo-colonialisme, au sens où nous le connaissons aujourd'hui en Afrique. Les Etats américains étaient donc libres de former et de modeler l'Unité qui était la mieux assortie à leurs besoins et de rédiger une constitution qui puisse maintenir leur Unité, en dehors de toute forme d'intervention extérieure, tandis que nous, nous avons à tenir compte de ces interventions étrangères. Dans ces conditions, combien avons-nous besoin plus encore de nous rassembler dans l'Unité africaine, qui peut seule nous libérer des griffes du néo-colonialisme et de l'impérialisme.

Nous avons les ressources. C'est en premier lieu le colonialisme qui nous a empêchés d'accumuler le capital effectif, mais par nous-mêmes, nous ne sommes pas parvenus à utiliser pleinement notre puissance dans l'indépendance, pour mobiliser nos ressources afin de démarrer de la façon la plus efficace dans une expansion économique et sociale aux profondes répercussions. Nous sommes trop exclusivement consacrés à guider les premiers pas de chacun de nos Etats pour comprendre pleinement la nécessité fondamentale d'une union dont les racines puisent dans une résolution commune, une planification commune, et des efforts communs. Une union qui ne tient pas compte de ces nécessités fondamentales n'est qu'un leurre. C'est seulement en unissant notre capacité de production et les richesses qui en résultent que nous pouvons amasser des capitaux. Une fois déclenché, cet élan ne fera que croître. Avec des capitaux gérés par nos propres banques, consacrés à notre véritable expansion industrielle et agricole, nous pourrions progresser. Nous accumulerions le matériel industriel, nous pourrions créer des aciéries, des fonderies de fer et des usines ; nous unirions les divers Etats de notre continent en créant des voies de communication ; nous étonnerions le monde avec notre puissance hydro-électrique ; nous assécherions les marais et les marécages, nous purifierions les zones infestées, nous nourririons ceux qui sont carencés, nous débarrasserions nos populations des parasites et les maladies. Il est au pouvoir de la science et de la technique de faire fleurir le Sahara lui-même et de le transformer en un vaste champ cultivé, porteur d'une végétation verdoyante pour notre expansion agricole et industrielle. Nous dompterions la radio, la télévision, les presses géantes d'imprimerie, pour faire sortir nos peuples des sombres abîmes de l'analphabétisme.

Il y a dix ans seulement, tout cela n'aurait représenté que les paroles de visionnaires, des fantaisies de rêveurs oisifs. Mais nous sommes à l'époque où la science a transcendé les limites du monde matériel et où la technique a envahi le silence de la nature. Le temps et l'espace ont été réduits à des abstractions dénuées d'importance. Des machines géantes percent des routes, éclaircissent nos forêts, construisent des barrages, des aérodromes, des camions monstrueux et des avions répartissent tous les produits ; de puissants laboratoires fabriquent des remèdes ; des relevés géologiques les plus complexes sont mis au point ; de puissantes stations d'énergie électrique sont construites, de colossales usines se dressent vers le ciel - et tout cela à une vitesse incroyable. Le monde a cessé de progresser le long de sentiers de brousse, à dos d'ânes ou de chameaux. Nous ne pouvons plus nous permettre de régler nos besoins, notre développement, notre sécurité, sur le rythme de marche des chameaux et des ânes. Nous ne pouvons plus nous permettre de ne pas abattre la brousse exubérante des attitudes périmées qui obstruent notre voie vers les grands chemins modernes des réalisations les plus amples et les plus rapides d'indépendance économique et d'élévation au plus haut degré du mode de vie de nos peuples.

Même pour les autres continents qui ne disposent pas de ressources de l'Afrique, l'heure est venue qui doit voir la fin de la détresse humaine. Pour nous, il s'agit tout simplement de saisir avec certitude notre légitime héritage, en utilisant la puissance politique créée par notre unité : tout ce dont nous avons besoin, c'est de développer avec notre puissance commune les énormes ressources de notre

continent. Une Afrique unie offrira un secteur stable aux investissements étrangers dont nous encourageons l'apport tant qu'ils ne se comporteront pas en ennemis de nos intérêts africains, car de tels investissements doivent renforcer l'expansion de l'économie de notre continent, l'emploi de notre main d'oeuvre, la formation technique de nos travailleurs et l'Afrique les accueillera favorablement. En traitant avec une Afrique unie, ceux qui apportent des capitaux n'auront plus à évaluer avec inquiétude les risques de négocier, au cours d'une période, avec des gouvernements qui pourraient ne plus exister dans la période immédiate. Au lieu de traiter ou de négocier avec un si grand nombre d'Etats séparés, ils traiteront avec un seul gouvernement uni qui poursuivra une harmonieuse politique continentale.

Est-il un autre moyen que celui-là ? Si nous échouons à ce stade et si nous laissons s'écouler le temps qui doit permettre au néo-colonialisme de consolider sa position sur notre continent, quel sera le destin de nos combattants de la libération ? Quel sera enfin le destin des autres territoires africains qui ne sont pas encore libres ?

A moins que nous puissions créer en Afrique de puissants complexes industriels - ce qui n'est réalisable que dans une Afrique unie - nous devons laisser notre paysannerie à la merci des marchés étrangers qui achèvent leurs récoltes et nous devons faire face à la même impatience qui renversa les colonialistes. A quoi servent, pour les cultivateurs, l'enseignement et la mécanisation ? A quoi sert même le capital, si nous ne pouvons pas assurer au paysan un paysan, les travailleurs, le cultivateur, qu'auront-ils gagné dans l'indépendance politique, aussi longtemps que nous ne pourrons leur assurer un rendement équitable de leurs travaux et un niveau de vie plus élevé ?

Aussi longtemps que nous ne pourrons créer de grands complexes industriels en Afrique, quels bénéfices le travailleur des villes et des pays qui cultivent des terres surchargées d'habitants auront-ils retirés de l'indépendance politique ? S'ils doivent rester chômeurs ou attachés à des tâches réservées à la main d'oeuvre non spécialisée, à quoi leur serviront les installations perfectionnées créées pour l'enseignement, la formation technique, au service de l'énergie et de l'ambition que l'indépendance nous permet de leur offrir ?

C'est à peine s'il existe un seul Etat africain qui n'ait un problème de frontière avec les Etats limitrophes. Il serait inutile que je les énumère, car ces problèmes vous sont déjà familiers. Mais que vos Excellences me permettent de suggérer que ce vestige fatal du colonialisme risque de nous entraîner dans des guerres intestines, au moment où notre expansion industrielle se déroule sans plan et sans coordination exactement comme il en est advenu en Europe. Tant que nous n'aurons pas réussi à mettre un terme à ce danger, par la compréhension mutuelle des questions fondamentales et par l'unité africaine qui rendra périmées et superflues les frontières actuelles, c'est en vain que nous aurons combattu pour l'indépendance. Seule l'Unité africaine peut cicatrifier cette plaie infectée des litiges frontaliers entre nos divers Etats. Excellences, le remède à ces maux est entre nos mains mêmes. Il nous confronte à chaque barrière douanière, il crie vers nous du fond de chaque coeur africain. En créant une véritable union politique de tous les Etats indépendants d'Afrique, dotée de pouvoirs exécutifs pour exercer une direction politique, nous pouvons avec espoir et confiance répondre à chaque circonstance critique, à chaque ennemi, à chaque problème complexe.

Non pas que nous soyons une race de surhomme, mais parce que nous sommes parvenus à l'époque de la science et de la technique, de la pauvreté, l'ignorance et la maladie auront cessé d'être les maîtres mais ne seront simplement plus que des ennemis fuyants de l'humanité. Nous sommes parvenus à l'âge de la planification socialisée, où la production et la répartition des biens auront cessé d'être régies par le chaos, l'intérêt personnel, mais seront dirigées par les besoins sociaux. En même temps que le reste de l'humanité, nous nous éveillons des rêves de l'utopie pour mettre sur le papier des plans pratiques de progrès et de justice sociale.

Avant tout, nous sommes arrivés à une époque où une masse territoriale d'un continent comme l'Afrique, avec sa population proche de 300 millions d'humains, est nécessaire à la capitalisation économique et au rendement des méthodes et des techniques de production moderne. Nul d'entre nous, travaillant seul et individuellement, ne peut parvenir à réaliser son développement intégral. Certainement, dans les circonstances actuelles, nous n'aurons pas la possibilité d'apporter une assistance suffisante aux Etats frères qui s'efforcent, contre les conditions les plus difficiles, d'améliorer leur structure économique et sociale. Seule une Afrique unie fonctionnant sous un gouvernement d'union peut avoir la puissance de mobiliser les ressources matérielles et morales de nos divers pays et de les utiliser efficacement et énergiquement, de manière à susciter un changement rapide dans la condition de notre peuple.

Si nous n'abordons pas les problèmes de l'Afrique avec un front commun et une résolution commune, nous perdrons notre temps en marchandage et en arguments vides jusqu'au moment où nous serons de nouveau colonisés et nous serons devenus des instruments d'un colonialisme bien plus puissant de celui dont nous avons souffert jusqu'à présent.

Cette union, nous devons la réaliser, sans sacrifier nécessairement nos diverses souverainetés, grandes ou petites, nous avons, dès maintenant et ici même forgé une union politique fondée sur une défense commune, des affaires étrangères et une diplomatie commune, une nationalité commune, une monnaie africaine, une zone monétaire africaine et une Banque centrale africaine. Nous devons nous unir afin de réaliser la libération intégrale de notre continent. Il nous faut créer un système de défense commune, dirigé par un commandement suprême africain, pour assurer la stabilité et la sécurité de l'Afrique.

Nous avons été chargées de cette tâche sacrée par nos peuples ; nous ne pouvons leur manquer et trahir leur confiance. Nous tournerions en dérision les espoirs de nos peuples si nous montrions la plus minime hésitation ou si nous apportions le moindre retard à aborder objectivement cette question de l'Unité africaine.

La fourniture d'armes ou d'autre aide militaire aux oppresseurs coloniaux de l'Afrique doit être considérée non seulement comme une aide à ceux qui cherchent à triompher des combattants de la libération, dans leur lutte pour l'indépendance africaine, mais comme un

acte d'agression contre toute l'Afrique. Comment pouvons-nous faire face à cette agression, sinon par le poids intégral de notre puissance unie ?

Plusieurs d'entre nous ont fait du non alignement un article de foi sur notre continent. Nous n'avons aucun désir, aucune intention d'être entraînés dans la guerre froide, mais étant donné l'état actuel de faiblesse et d'insécurité où se trouvent nos Etats, dans le contexte de la politique mondiale, cette recherche de bases et de sphères d'influence fait pénétrer la guerre froide en Afrique, avec ses dangers d'extermination nucléaire. L'Afrique doit être déclarée zone franche dénucléarisée, à l'écart des exigences de la guerre froide. Mais nous ne pouvons pas donner un caractère impératif à cette exigence, si nous ne la formulons pas du haut d'une position de force que nous ne pouvons réaliser que par notre Unité.

Or, au lieu d'adopter une telle attitude, plusieurs Etats africains indépendants sont liés par des pactes militaires avec les anciennes puissances coloniales. La stabilité et la sécurité que de tels procédés cherchent à établir sont illusoire, car les puissances métropolitaines saisissent cette occasion pour appuyer leur domination néo-colonialiste en impliquant la puissance africaine dans une entente militaire. Nous avons vu de quelle façon les néo-colonialistes utilisent leur base pour se retrancher et même pour attaquer les Etats voisins indépendants. De telles bases sont des centres de tension et des points de danger potentiel de conflits militaires. Elles menacent la sécurité non seulement du pays où elles sont situées, mais aussi des pays limitrophes. Comment pouvons-nous espérer faire de l'Afrique une zone franche dénucléarisée et libre de toute pression exercée par la guerre froide, lorsque notre continent est impliqué de cette façon dans les questions militaires ? Ce n'est qu'en équilibrant une force commune de défense par un désir commun de réaliser une Afrique libre de tout lien imposé par un diktat étranger ou une présence militaire et nucléaire. Il faudra pour cela un commandement suprême africain dont l'autorité s'exerce sur tout le continent, tout particulièrement si l'on doit renoncer aux pactes militaires conclus avec les impérialistes. C'est le seul moyen de parvenir à briser ces liens directs entre le colonialisme du passé et le néo-colonialisme que actuellement entre nous des dissensions.

Nous n'avons pas l'intention de créer et nous ne concevons pas un commandement suprême africain conçu d'après les pouvoirs politiques qui régissent maintenant une grande partie du monde, mais par un instrument essentiel et indispensable à la stabilité et à la sécurité en Afrique.

Nous avons besoin d'une planification économique unifiée pour l'Afrique. Tant que la puissance économique de notre continent ne se trouve pas concentrée entre nos mains, les masses ne peuvent avoir aucun intérêt réel, aucune préoccupation réelle pour collaborer à la sauvegarde de notre sécurité, pour maintenir la stabilité de nos régimes, et pour mettre leur force au service de nos objectifs. Avec le rassemblement de nos ressources, de nos énergies et de nos talents, nous avons les moyens, dès que nous en manifestons la volonté, de transformer les structures économiques de nos divers Etats et de les faire passer de la pauvreté dans l'abondance, de l'inégalité à la satisfaction des besoins de nos peuples. C'est seulement sur une base continentale que nous aurons la possibilité d'établir un plan pour la juste utilisation de toutes nos ressources et pour leur consécration à la pleine expansion de notre continent.

Par quel autre moyen pourrions-nous conserver nos propres capitaux pour notre propre développement économique ? Par quel autre moyen pourrions-nous créer un marché intérieur consacré aux services de nos propres industries ? Si nous appartenons à des zones économiques différentes, comment pourrions-nous abattre les barrières qui s'opposent au mouvement de devises et des échanges entre Etats africains et comment ceux qui sont économiquement plus forts parmi nous seront-ils en mesure d'aider les Etats les plus faibles et les moins développés ?

Il est important de se rappeler qu'un financement et un développement indépendant sont irréalisables sans une monnaie indépendante. Un système monétaire qui est soutenu par les ressources d'un Etat étranger est ipso facto subordonné aux arrangements commerciaux et financiers de ce pays étranger. Du fait que nous n'avons pas de barrières douanières et monétaires pour avoir été soumis aux différents systèmes monétaires des puissances étrangères, la fissure qui nous sépare en Afrique s'est automatiquement élargie. Comment, par exemple, des communautés apparentées et des familles liées par des liens commerciaux peuvent-elles s'aider l'une l'autre avec succès si elles sont divisées par des frontières nationales et des restrictions monétaires ? Le seul moyen qui leur est offert dans ces conditions est d'employer des devises de contrebandes et d'enrichir des racketts et des escrocs internationaux qui prospèrent sur nos difficultés financières et économiques.

Aucun Etat africain indépendant n'a aujourd'hui par lui-même la possibilité de suivre une voie indépendante de développement économique, et plusieurs d'entre nous qui s'y sont efforcés ont été presque ruinés ou ont dû se laisser ramener au bercail de leurs anciens maîtres coloniaux. Cette situation ne changera pas tant que nous n'aurons pas une politique unifiée opérant sur le plan continental. Une première démarche vers une économie cohérente devrait consister en la création d'une zone monétaire unifiée, débutant par un accord sur la parité de nos monnaies. Pour faciliter cet arrangement, le Ghana accepterait d'adopter le système décimal. Lorsque nous constaterons que notre accord sur une parité fixe commune fonctionnera avec succès, il semble qu'il n'y aura aucune raison pour ne pas créer une monnaie commune et une seule banque d'émission. Lorsque nous disposerons d'une monnaie commune émise par une seule banque d'émission, nous devrions être capables de tenir par nos propres forces, car un tel arrangement serait pleinement appuyé par le produit national combiné des Etats qui composent notre union. Après tout, le pouvoir d'achat de la monnaie dépend de la productivité et de l'exploitation productive des ressources naturelles, humaines et physiques de la nation.

Tandis que nous assurerons notre stabilité par un système de défense commune et que notre économie sera orientée en dehors de toute domination étrangère au moyen d'une devise commune, d'une zone monétaire et d'une banque centrale d'émission, nous pourrions déterminer si nous possédons le plus vaste potentiel d'énergie hydro-électrique et si nous pouvons l'exploiter, ainsi que les autres sources d'énergie, au bénéfice de nos propres industries. Nous pourrions commencer à dresser le plan de notre industrialisation

à l'échelle du continent et à construire un marché commun pour près de trois cent millions d'êtres humains.

Cette planification continentale commune, au service du développement agricole et industriel de l'Afrique, est une nécessité vitale.

Tant de bénédictions doivent provenir de notre Unité, tant de désastres doivent découler du maintien de notre désunion, que si nous ne parvenons pas aujourd'hui à nous unir, cet échec ne sera pas imputé par la postérité uniquement à un défaut de raisonnement lié à un manque de courage, mais au fait que nous avons capitulé ayant les forces conjuguées du néo-colonialisme et de l'impérialisme.

L'heure de l'histoire qui nous a amenés dans cette assemblée est une heure révolutionnaire. C'est l'heure de la décision. Pour la première fois, l'impérialisme économique qui nous menace se voit lui-même jeter un défi par l'irrésistible volonté de notre peuple.

Les masses des peuples d'Afrique crient vers l'Unité. Les peuples d'Afrique exigent que l'on abrite les frontières qui les divisent. Ils exigent entre des Etats africains frères, la cessation des litiges de frontières qui proviennent des barrières artificielles dressées par un colonialisme qui avait l'intention formelle de nous diviser. C'est sa volonté qui nous a laissé en proie à cet irrédentisme de frontière et qui a repoussé notre fusion ethnique et culturelle.

Nos peuples appellent de leurs vœux cette Unité, afin qu'ils ne risquent pas de perdre leur patrimoine au service perpétuel du néo-colonialisme. Dans cette fervente pression qu'ils exercent dans le sens de l'Unité, ils comprennent que seule cette réalisation donnera son plein sens à leur liberté et à notre indépendance africaine.

C'est ce ferme propos populaire qui doit nous amener à une Union des Etats africains indépendants. Dans le moindre retard réside un danger pour notre bien-être et pour notre existence même en tant qu'Etats libres. On a suggéré que notre marche vers l'Unité soit graduelle et progresse en ordre dispersé. Ce point de vue consiste à concevoir l'Afrique comme une entité statique chargée de résoudre des problèmes « gelés » susceptibles d'être éliminés l'un après l'autre, si bien qu'une fois cette tâche terminée, nous allons nous réunir et déclarer : « maintenant tout est bien ; réalisons maintenant notre Union ». Cette conception ne tient aucun compte de l'impact des pressions extérieures et n'est pas consciente de ce danger qu'un retard peut intensifier notre isolement ou notre exclusion et élargir nos divergences, tant et si bien que seront davantage encore lancés à la dérive, plus loin encore les uns des autres pour tomber dans les rets du néo-colonialisme, si bien que notre Union ne sera plus qu'un espoir évanescent et que le Grand Dessein de l'intégrale rédemption de l'Afrique s'écroulera peut-être à jamais.

Certains ont également exprimé l'opinion que nos difficultés peuvent être résolues simplement par une plus grande collaboration réalisée au moyen d'une association coopérative, sur le plan de nos relations intra-territoriales. Cette façon de considérer nos problèmes consiste à nier la juste conception de leurs rapports intérieurs et réciproques. Elle consiste à dénier toutefois dans un avenir ouvert à la progression africaine dans l'indépendance africaine. Elle trahit le sentiment qu'une solution ne peut être trouvée que dans la continuation d'une confiance envers les sources extérieures, au moyen d'accords bilatéraux qui organisent une assistance, sous une forme économique et diverses autres formes.

Un fait est certain bien que nous ayons collaboré et que nous nous soyons associés dans divers secteurs d'entreprises communes même avant l'ère coloniale, cela ne nous a pas donné l'identité continentale et la force politique et économique qui pourraient nous aider à résoudre efficacement les problèmes complexes que doit affronter l'Afrique aujourd'hui. S'il s'agit de l'assistance extérieure, une Afrique unie se trouverait dans une position beaucoup plus favorable pour l'attirer. Il existe aussi dans un arrangement de cette nature, ce nouvel avantage qui impose davantage encore cette voie, que l'assistance affluera de toutes parts vers une Afrique unie parce que nos possibilités de marchandage seront infiniment plus fortes. Nous cesserons de dépendre plus longtemps d'une aide accompagnée de conditions restrictives. Le monde entier sera à notre disposition.

Qu'attendons-nous maintenant en Afrique ? Attendons-nous des chartes conçues à l'exemple de celle des Nations-Unies ? Attendons-nous un type d'Organisation réalisé sur le modèle des Nations-Unies dont les décisions sont fondées sur des résolutions dont l'expérience nous apprend qu'elles ont été parfois tenues pour nulles et non avenues par des Etats Membres ? Doit-il s'agir d'une organisation à l'intérieur de laquelle des groupes se constitueront et des pressions s'exerceront conformément aux intérêts des différents groupes ? Ou bien, a-t-on l'intention que l'Afrique se transforme en une organisation assez lâche d'Etats sur le modèle des Etats américains, où ceux qui seront les plus faibles risquent d'être à la merci, sur le plan politique ou économique, des plus forts ou des plus puissants, et où tous les Etats seront à la merci de quelques puissantes nations ou de quelques groupes de nations étrangères est-ce une association de cette nature que nous voulons réaliser Excellences, permettez-moi de vous poser une question : Est-ce un cadre ? Un arrangement qui à l'avenir pourrait permettre par exemple au Ghana, au Nigéria, au Soudan, au Libéria, à l'Egypte ou à l'Ethiopie d'employer la pression que confère une puissance économique ou une puissance politique supérieure, pour imposer, par exemple, au Burundi, au Togo ou au Nyassaland, une direction de leurs échanges commerciaux vers le Mozambique ou Madagascar ?

Nous voulons tous une Afrique unie, et non seulement dans le concept qu'indique ce terme d'unité, mais encore par notre désir d'aller de l'avant tous ensemble en résolvant tous les problèmes qui ne peuvent l'être que sur une base continentale.

Quand le premier congrès des Etats-Unis s'est réuni, il y a plusieurs années à Philadelphie, l'un des délégués fit vibrer la première corde d'unité en déclarant qu'ils se réunissaient dans « l'état de nature ». En d'autres termes, il ne se trouvait pas à Philadelphie en qualité de Virginiens ou de Pennsylvaniens, mais bien d'Américains représentaient à cette époque une nouvelle et étrange expérience. Puis-je me permettre d'attester également aujourd'hui, Excellences, que nous ne sommes pas réunis en qualité de Ghanéens, de

Guinéens, d'Égyptiens, d'Algériens, de Marocains, de Maliens, de Libériens, de Congolais ou de Nigériens, mais en qualité d'Africains. Ce sont des Africains qui se trouvent réunis dans le ferme propos de rester rassemblés jusqu'à ce qu'ils aient décidé entre eux quelles sont les garanties qu'un nouvel accord de gouvernement continental peut leur assurer actuellement et dans l'avenir.

Si nous réussissons à mettre sur pied une nouvelle série de principes comme base d'une nouvelle charte ou d'un statut portant création de l'unité continentale de l'Afrique et d'un progrès social et politique pour nos peuples, alors, à mon avis, notre conférence doit sonner la fin de nos divers groupes et blocs régionaux. Mais si nous échouons et si nous laissons s'écouler cette noble et historique occasion qui nous est offerte, nous déclencherons alors un renforcement de dissension et de division que le peuple africain ne nous pardonnera jamais. Nous serions condamnés par les forces et les mouvements populaires et progressistes qui existent à l'intérieur de l'Afrique. Aussi, suis-je certain que nous n'allons pas décevoir ces espérances.

Excellences, si j'ai parlé un peu longuement, c'est parce qu'il est nécessaire que nous expliquions la situation réelle, non seulement à chacun de ceux qui sont présents ici, mais aussi aux peuples qui nous ont confiés le sort et la destinée de l'Afrique. Nous ne devons donc pas partir d'ici tant que nous n'aurons pas mis sur place tout un mécanisme efficace pour la réalisation de l'Unité africaine. A cette fin, je propose à votre examen les mesures suivantes :

Comme première démarche, une déclaration des principes qui nous unissent et qui nous lient, à laquelle nous devons tous adhérer fidèlement et loyalement et qui posera les fondations de l'Unité. Nous devons également une déclaration officielle, aux termes de laquelle les Etats indépendants d'Afrique décident eux-mêmes et dès maintenant la création d'une Union des Etats africains.

Une seconde mesure, également urgente, pour la réalisation de l'unification de l'Afrique, c'est la création, dès maintenant, d'un comité panafricain des ministres des affaires étrangères, avant que nous partions de cette Conférence, une date devra être fixée avant la réunion de ce comité.

Ce comité doit créer au nom des Chefs de nos gouvernements, un organe permanent de fonctionnaires et d'experts chargés de mettre en oeuvre l'organisation qui doit assurer le fonctionnement du gouvernement d'union africaine. Cet organisme de fonctionnaires et d'experts doit être composé de deux meilleurs cerveaux de chaque Etat africain indépendant. Les diverses chartes des groupements actuels et les autres documents pertinents pourront être présentés à ces fonctionnaires et experts. Un présidium composé de Chefs de gouvernement des Etats africains indépendants devra alors être convoqué pour adopter une Constitution et d'autres recommandations qui déclencheront le lancement du gouvernement de l'union de l'Afrique.

Nous devons également nous prononcer sur le choix de l'emplacement où travaillera cet organe de fonctionnaires et d'experts, qui constituera le nouveau siège central, ou la capitale de notre Gouvernement d'union. Les suggestions les plus équitables pourraient portées sur une cité centrale, soit à Bangui, dans la République du Centre Afrique, soit à Léopoldville, au Congo. Nos collègues peuvent avoir d'autres propositions. Quoi qu'il en soit, ce Comité des ministres des Affaires étrangères, de fonctionnaires et d'experts doit pouvoir créer :

- 1) une commission chargée d'élaborer une Constitution pour un gouvernement d'union des Etats africains ;
- 2) une commission chargée d'élaborer un plan d'envergure continentale qui organiserait un programme économique et industriel unifié et commun pour l'Afrique ; ce programme doit comporter des propositions sur la création :
 - a) d'un marché commun pour l'Afrique ;
 - b) d'une monnaie africaine ;
 - c) d'une zone monétaire africaine ;
 - d) d'une Banque centrale africaine ;
 - e) d'un système continental de télécommunications ;
- 3) Une commission chargée d'élaborer un plan détaillé de politique extérieure et de diplomatie commune ;
- 4) Une commission chargée de présenter des plans de systèmes communs de défense ;
- 5) Une commission chargée de présenter les propositions de création d'une citoyenneté africaine commune.

Ces commissions feront rapport au Comité des ministres des Affaires étrangères qui, à son tour, soumettra dans les six mois, leurs recommandations au présidium. Celui-ci, réuni en conférence au Siège de l'union étudiera et approuvera les recommandations du Comité des ministres des Affaires étrangères.

Afin d'assurer les fonds immédiatement nécessaires pour les travaux des fonctionnaires et experts permanents du Siège de l'Union, je suggère qu'un comité spécial soit constitué pour mettre au point un projet de budget.

Excellences, au moyen de ces mesures, je considère que nous serons irrévocablement engagés sur la voie qui nous permettra de créer un Gouvernement d'Union pour l'Afrique. Seule une Afrique unie, dotée d'une direction politique centrale pourra donner avec succès un appui matériel et moral effectif à nos combattants de la libération qui luttent dans la Rhodésie du Sud, et l'Angola, le Mozambique, l'Afrique du Sud-ouest, le Betchouanaland, le Swaziland, le Bassoutoland, la Guinée portugaise, etc., etc. et naturellement l'Afrique du Sud. L'Afrique tout entière doit être libérée maintenant. Il est donc impérieux pour nous de créer ici même et dès maintenant un Bureau de libération au service des combattants africains.

Son principal objectif, auquel doivent souscrire tous les gouvernements, sera d'accélérer l'émancipation du reste de l'Afrique qui se trouve encore soumise à la domination et à l'oppression coloniale et raciste. Nous devons assumer en commun la responsabilité d'aider et de financer ce bureau. Lors de leurs accès à l'indépendance, ces territoires viendront automatiquement rejoindre l'union d'Etats africains et renforcer ainsi la structure de L'Afrique. Nous partirons d'ici en ayant jeté les fondements de notre Unité.

Excellences, rien ne saurait convenir davantage que la naissance de l'unification de l'Afrique sur le sol de l'Etat qui s'est dressé pendant des siècles comme le symbole de l'indépendance africaine.

Revenons à nos peuples d'Afrique, non pas les mains vides ou chargées de résolutions claironnantes, mais avec le ferme espoir et la certitude absolue qu'enfin l'Unité africaine est devenue une réalité. Nous entreprendrons alors la marche triomphale vers le Royaume de la personnalité africaine, et vers un continent de prospérité, de progrès, d'égalité, de justice, d'activité et de bonheur. Ce sera là notre victoire, réalisée au sein d'un gouvernement continental d'une Union d'Etats africains. Cette victoire donnera à notre voix une force plus grande dans les affaires mondiales et nous permettra de peser plus fortement du côté de la paix dans le plateau de la balance.

Le monde a besoin d'une paix où il pourra bénéficier au maximum des bienfaits de la science et de la technique. Un grand nombre de maux dont souffre actuellement le monde réside dans l'insécurité et la peur engendrées par la menace de guerre nucléaire. Les nouvelles nations ont, tout particulièrement besoin de la paix pour leur frayer un chemin dans une vie de bien-être économique et social dans une atmosphère de sécurité et de stabilité qui permettra des morales, culturelles et spirituelles.

Si nous pouvons en Afrique donner l'exemple d'un continent uni et une politique et une résolution commune, nous aurons apporté la paix à laquelle aspirent aujourd'hui tous les hommes et les femmes, la plus belle contribution qui soit en notre possession qui dissipera immédiatement et à jamais l'ombre croissante de destruction globale qui menace l'humanité.

L'AFRIQUE DOIT S'UNIR.

Liens internes

Les objectifs de *Perspective monde!*
 Son équipe au fil des ans
 Les sources et les mises à jour
 Récupérer des éléments de *Perspective monde*

Pour en savoir plus

Pour nous écrire un commentaire
 Pour nous suivre sur Facebook
Bilan du siècle, sur le Québec contemporain
Dimension, sur le langage statistique R

Liens externes

Observatoire des politiques publiques
 Observatoire des Amériques
 Politique appliquée.tv
 Cahiers de recherche

Directrice: Isabelle Lacroix, Ph.D.

Tous droits réservés © Perspective monde